

SAMEDI 2 SEPTEMBRE, SIGNEZ LA PÉTITION UNITAIRE - DE 9 À 12 H SUR LE MARCHÉ DE CHAUMONT

le journal des retraité·e·s de Chaumont

FREE
JULIAN
ASSANGE

 <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Syndicat **CGT** des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont - N° 353 - Samedi 2 septembre 2023

IL FAUT AUGMENTER LES RETRAITES + 10% C'EST PAS DU LUXE !

MÉGA RENTRÉE ?

Fin août. On aimerait parler vacances, dernier livre lu, baignades dans la mer ou dans les lacs et étangs plus proches, jardinage, balades en forêts...

Mais dame nature et réalité sociale viennent se rappeler à nous. Les glaciers fondent, les rivières sont à sec, les tempêtes et des orages d'une rare violence s'abattent sur nous. Ce n'est plus à l'autre bout du monde, mais à Arc-en-Barrois, par exemple...

Il n'y a aucune fatalité. Et si, face au réchauffement climatique, on peut toujours se livrer à un retour sur soi, n'oublions surtout pas que **les cent plus grosses entreprises sont responsables de 70 % des émissions de carbone, et que l'État, si prompt à nous donner des leçons, a été condamné par deux fois pour manquements dans la lutte contre le changement climatique.**

Au plan économique et social, même logique. Là on épuise la planète, là on épuise les femmes et les hommes en s'attaquant frontalement aux droits acquis.

Enseignement, santé, hôpitaux, logement, dépendance, pouvoir d'achat des salaires et pensions, indemnités de chômage, minimas sociaux, tout est dans le collimateur d'un pouvoir tout entier aux ordres du CAC 40 et du grand patronat...

L'inflation sur les produits alimentaires atteint des sommets (voir page 2) et les hausses du gaz, de l'électricité, du fuel, des carburants créent des situations cauchemardesques, notamment pour les femmes seules ou dans les quartiers populaires.

Bref, c'est méga-feux, méga-bassines et méga-profits pour résumer l'avenir d'une terre livrée à la rapacité du capitalisme...

Pour rêver encore un peu à des *jours heureux*, il ne faudra compter que sur nous, nos indignations, nos contestations, nos révoltes, nos rassemblements, nos luttes. Beaucoup d'entre nous ont été (un peu) refroidis après l'action contre la retraite à 64 ans. *En même temps*, pour reprendre un tic de langage macronien, dans cette période de mobilisation exceptionnelle, nous avons tous pris conscience de la férocité du pouvoir, mais aussi de la force que peut produire l'unité syndicale.

Fin août. Des mobilisations nous attendent. Dès le 2 septembre, notre syndicat sera sur le marché de Chaumont pour pétitionner contre l'inflation, pour le pouvoir d'achat. Et le 13 octobre, on nous annonce une journée de lutte contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes. C'est unitaire et c'est européen !

RICHARD VAILLANT

EXPO D'OCTOBRE
"Inventons le présent"

DU 13 AU 22 OCTOBRE

MAISON DES CARMÉLITES
AVEC LE GRAPHISTE
GÉRARD PARIS-CLAVEL

LE 13 OCTOBRE
MOBILISONS-NOUS !

Le 13 octobre, en France et en Europe,
mobilisons-nous contre l'austérité, pour les
salaires et l'égalité femmes-hommes !

En cette rentrée sociale, le pouvoir d'achat et
l'augmentation des salaires, des pensions et des
minimas sociaux sont toujours les revendications
prioritaires pour le monde du travail.



**PAGE 2 INFLATION : QUAND SE
NOURRIR FAIT PROBLÈME**

**2022, L'ANNÉE LA PLUS MEURTRIÈRE
POUR LES ENFANTS PALESTINIENS**

C MON BUS LA PROPAGANDE DE L'AGGLO

**PAGE 3 ADAPAH : RESTER AU
DOMICILE, UN DROIT**

DES HAUSSES POUR LES PATIENTS !

**PAGE 4 ÉLECTRICITÉ, LES PRIX
EXPLOSENT**

ÉGALITÉ !

Autocollant 4 x 7 cm offset 2 couleurs

Image de Gérard Paris-Clavel

Pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes

Coproduction Solidaires, PCF, Villes d'Ivry, de Nanterre,
de Villeneuve Saint-Georges et Ne pas plier www.nepasplier.fr

> inflation

QUAND SE NOURRIR FAIT PROBLÈME

Récemment, le quotidien « Le Monde » publiait un article qui s'ouvrait ainsi « Je rentre de vacances, je fais quelques courses, pas grand-chose. La note dépasse 50 euros, ce n'est pas possible ». Les caissières des grandes surfaces entendent des centaines de fois par jour pareilles réflexions. Des exclamations, non de surprise, mais de stupeur devant la note, avec ou sans ticket. C'est certainement la puissance de ces plaintes qui conduit la presse nationale à s'en faire l'écho et à aborder enfin la hausse des prix telle que la vit la population.

Pour nos gouvernants, jusqu'à présent, il est question d'inflation via le taux mensuel indiscutable fourni par les statistiques de l'Insee. En juin, l'indice des prix à la consommation est de 4,5 % sur un an. En juillet, de 4,3 % sur un an, etc. Ce chiffre et ces termes, repris à l'envi, sont source de confusion. L'Insee l'explique dans un texte sur son blog en juillet. A propos de l'information, de son flux de plus en plus grand et du temps de plus en plus court à y consacrer, l'Institut déclare : « *Un chiffre semble parfois le maximum que le public soit en capacité de recevoir, « pour ne pas se noyer* » (sic). Traduction : la population a une mémoire de poisson rouge tournant dans son bocal et gobant la pitance versée. Il s'agit en fait de ressasser l'idée que l'inflation se limite à 4 ou 5 %. Ce qui est à des lieues de ce que vit la population et qui est à l'image des déclarations d'un Macron déconnecté, habitant d'un autre monde.

La précision *sur un an* induit en erreur sur la tendance réelle qui s'établit, selon l'indice européen, à 12,1 % en cumul depuis août 2021. Encore, ce chiffre n'explique-t-il pas la grande diversité qui le constitue. Ainsi, l'article du Monde aborde plus précisément le poste alimentation. Avec le recours de la société d'études Circana, un panier type de produits alimentaires de première nécessité a été suivi sur ces 2 ans. Le constat est rude : une hausse de 21,3 %, un record derrière celle de l'énergie à plus de 40 %.

Malgré ces chiffres, la part de l'alimentation dans le calcul Insee du budget des ménages baisse de 17,9 % en 2021 à 16,2 % en 2023. Il y a de quoi s'interroger tant on est loin de la réalité !

Et le revenu des salariés, retraités, chômeurs et allocataires est loin, très loin d'avoir connu la même hausse en deux ans.

L'inflation c'est la monnaie des riches ; il est urgent d'en réclamer justice.

G. TARDENOIS

2022, L'ANNÉE LA PLUS MEURTRIÈRE POUR LES ENFANTS PALESTINIENS

C'est le crime dans toute son horreur et dans une totale impunité... Des enfants meurent par centaines en Palestine sous les balles de soldats israéliens sans que cela ne soulève la moindre protestation dans le camp des alliés de Tel-Aviv, sans même de pression réelle de la part des Nations unies pour que cessent ces assassinats au grand jour.

L'ONG Human Rights Watch (HRW) dresse ce constat épouvantable dans une enquête publiée lundi. « *Les enfants palestiniens vivent dans un contexte réel d'apartheid et de violence structurelle, où ils risquent à tout moment d'être abattus, sans aucune perspective sérieuse d'obligation de rendre des comptes* », résume Bill Van Esveld, directeur adjoint de la division des droits des enfants à HRW.

Les derniers chiffres recueillis indiquent que ce crime prend sans cesse de l'ampleur. L'année 2022 aura été la plus meurtrière pour les enfants de Cisjordanie depuis quinze ans, et 2023 pourrait être encore plus atroce. Au moins 34 adolescents auraient été tués à la date du 22 août. HRW lève le voile sur ce massacre après avoir mené une enquête sur quatre tirs mortels de soldats israéliens entre novembre 2022 et mars 2023

NADJIB TOUAIBIA - JOURNAL L'HUMANITÉ



> fake news

CMON BUS : UNE DESSERTTE SUR MESURE ET ENGAGÉE... VRAIMENT ?

Que retenir de l'édito du président de l'Agglo, Stéphane Martinelli, dans la brochure CMON BUS. Un quatre pages tout à la gloire de la politique d'austérité de l'Agglo en matière de transports pour nous convaincre que l'on fait des économies, qu'ainsi on lutte contre le réchauffement climatique et que les usagers en sortent grands gagnants. Pas sûr que cette propagande à deux sous va y suffire...

Voyons les arguments d'un peu plus près

Sobriété énergétique et maîtrise des dépenses publiques (en français courant cela signifie : moins de bus en circulation).

« *Nous dopons le transport à la demande, nous optimisons le service à Chaumont* ». Pour les lignes Colombey-Chaumont et Nogent-Chaumont, il n'y a plus qu'un seul transport aller et un seul retour par jour. Vous avez un rendez-vous ou une activité à Chaumont, vous arriverez vers 8h et êtes condamné à errer dans la ville jusqu'à 17 ou 18h pour le retour...

Dans Chaumont même, le cadencement des bus est d'une heure. Vous avez intérêt à consulter les horaires, sinon c'est une heure d'attente ; il sera alors plus rapide de faire le trajet à pied, si vous êtes en état de vous déplacer.

« *Ainsi nous diminuons de 37 % notre empreinte carbone (...) tout en assurant un service conforme à la réalité du territoire* ».

Moins de desserttes se traduira par plus de voitures particulières en circulation pour combler l'absence de transports en commun, donc plus de pollution. Quant à *la réalité du territoire*, si moins d'habitants valent moins de service public, la conséquence sera une nouvelle chute du nombre d'habitants...

Dans ce court édito, Monsieur Martinelli fait référence aux objectifs fixés par le gouvernement en matière climatique. Sait-il que l'Etat français a été condamné deux fois pour « inaction climatique » ?

ADRIANA FERNANDEZ

Je définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales.

P. BARNEVICK, ANCIEN PRÉSIDENT DE LA MULTINATIONALE ABB

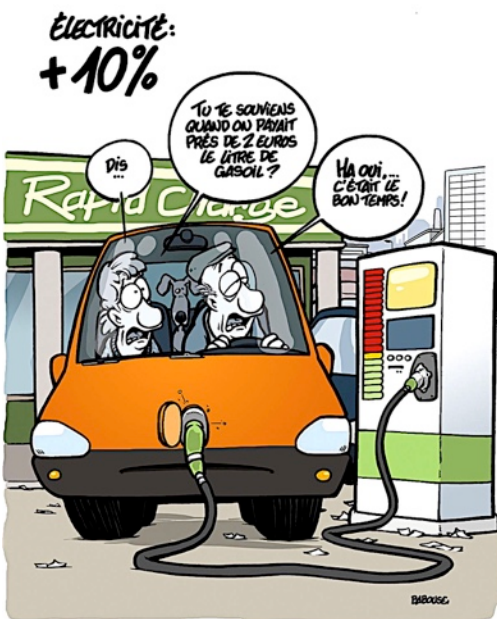
FRANCHISES MÉDICALES, BOÎTES DE MÉDICAMENT DES HAUSSES... POUR LES PATIENTS !

Lors de l'ouverture des Assises des finances publiques, le ministre de l'Economie et des Finances a introduit le principe du doublement de la franchise médicale de 50 centimes à 1 euro et la modification du plafond du reste à charge sur des soins souvent de première nécessité pour les patients. La participation forfaitaire passerait de 1 à 2 euros pour chaque consultation chez le médecin, ce qui est scandaleux pour une population déjà précarisée par l'inflation, qui va devoir choisir entre manger ou se soigner. De nombreux retraités, dont la santé exige un suivi régulier et qui prennent des médicaments quotidiennement, seront lourdement pénalisés.

Ce doublement des sommes non remboursables va à l'encontre du principe fondateur de la Sécurité Sociale, « *chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins* ». Alors qu'il est de plus en plus difficile d'avoir accès aux soins, ceux-ci vont coûter de plus en plus cher. 413 milliards d'euros de programmation militaire, contre 2,6% d'augmentation des budgets des hôpitaux, bien en deçà de l'inflation pour 2024. Les priorités de l'Etat sont claires.

LOUIS LAPRADE

LE DESSIN DE LA SEMAINE



Dessin de Babouse paru dans l'Humanité

ADAPAH : RESTER AU DOMICILE, UN DROIT !

Traditionnellement, l'aide à domicile à destination des familles, des personnes âgées, dépendantes, handicapées ou malades est assurée par des associations loi 1901, sans but lucratif. Cette aide est financée par les Conseils départementaux via notamment l'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA).

Mais, traditionnellement aussi, ce financement a toujours été insuffisant, notamment dans les départements à forte demande sociale. C'est le problème actuel avec l'ADAPAH Haute-Marne.

Ce secteur de l'aide à domicile fait donc face à sérieuses difficultés. On lui demande beaucoup, alors que les moyens financiers ne sont plus au rendez-vous, tant pour les salariés que pour les bénéficiaires.

Tout cela a des conséquences néfastes sur l'emploi, les conditions de travail, l'attractivité des métiers et la qualité des prestations. Pour notre syndicat, c'est tout le système et ses fondations qui sont à revoir, car il existe aujourd'hui une multitude de structures d'aide à domicile privées et associatives avec des statuts et des conventions collectives différentes, des droits et des rémunérations très variables pour un même métier.

Certains salariés sont employés par une association, d'autres par les personnes âgées elles-mêmes, ce qui multiplie les fiches de paie.

La CGT revendique un grand service public de l'aide à l'autonomie, qui permette la prise en charge solidaire par la branche maladie de la Sécurité sociale, et qui assure aux bénéficiaires, aux familles, aux personnes âgées et aux personnes handicapées, une prestation de qualité et une égalité de traitement face aux besoins de chacun sur l'ensemble du territoire, avec un financement à 100 % et la suppression du reste à charge.

Elle revendique aussi pour les salariés, en majorité des femmes, une convention unique, un même niveau de salaire pour un même métier qualifié et revalorisé.

Cela passe, bien entendu, par la préservation de notre sécurité sociale, à laquelle les Français restent très attachés, mais qui est mise à mal par le gouvernement.

MARIE-ROSE PATELLI

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

- Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité est entendu.
- Merci à Christian, Josiane, Denise, Bernard, Marie, Nicole, Xavier, Maurice, Alain, Marie-Claire, Mustafa, Michel, Chantal, Jacques, Jean-Claude et Gillette, Arlette, Marine, Michel, Denis et Fanfan, François, Élise, Jean-François, Josette, Laurent, Jean-Pierre, Liliane, Lucienne, Gérard, Josette, Michel, François, Jean-Louis, Anne et Frank et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom : Verse..... euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

CONGRÈS DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
29 SEPTEMBRE
SALLE DU PATRONAGE LAÏQUE CHAUMONT
UN CONGRÈS PORTES OUVERTES !

SONDAGE

LE MORAL DES FRANÇAIS EN CETTE RENTRÉE

Ifop-Fiducial pour Sud Radio a interrogé les Français sur leur état d'esprit. Leur moral n'a (presque) jamais été aussi bas : trois quarts des Français se disent pessimistes concernant leur avenir ou celui de leurs enfants (74%).

Le degré de pessimisme augmente nettement avec l'âge (68% pour les 18-24 ans contre 82% pour les 50-64 ans), mais aussi chez les individus vivant difficilement, voire précairement comme les chômeurs (89%) et les catégories populaires (77%).

Alors qu'en cette rentrée politique, l'immigration est présentée comme le sujet de la future grande réforme d'Emmanuel Macron, elle n'apparaît pas dans les enjeux les plus prioritaires pour les Français : le premier est la santé (83%). Le second est la hausse des prix et l'inflation avec 80% de citations (plus 3 points).

PÔLE EMPLOI

DONNÉES PERSONNELLES DE 10 MILLIONS DE CHÔMEURS VOLÉES

Le groupe luxembourgeois Majorel est un prestataire de Pôle Emploi. Il est chargée de la numérisation et du traitement de tous les documents transmis par les demandeurs d'emploi. Coté en Bourse, ce groupe qui a fait 1,7 milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2021, se présente comme un « leader international de gestion de la relation client ».

Pourtant, il s'est fait dérober les données personnelles d'environ 10

millions de demandeurs d'emploi, dont leur numéro de sécurité sociale, qui permet non seulement d'avoir des informations sur une personne, mais aussi d'accéder à France Connect, le service pour les administrations en ligne (impôts, retraite ...).

Si Pôle emploi a révélé cette nouvelle, l'information n'est pas datée et on ne sait donc pas à quand remonte la découverte de l'incident. Mais un contact avec l'ensemble des demandeurs d'emploi concernés par cet acte de malveillance sera pris par mail dans les meilleurs délais.

Après les offres mensongères, c'est un nouveau scandale qui touche Pôle emploi.

PARC AUX DAIMS DES TROUS QUI COÛTENT CHER

Les travaux vont bon train dans le Parc aux (rares) daims de Châteauvillain pour faire disparaître les vestiges d'Animal Explora. Immense trou pour le centre aquatique, terrassements divers pour des bâtiments, des réseaux.

Des trous payés plus de 11 millions d'euros par les contribuables haut-marnais, ces mêmes contribuables vont maintenant déboursier encore des centaines de milliers d'euros pour les reboucher.

« Cela a donné du travail aux entreprises », a dit Mme Lavocat, maire de Châteauvillain. Oui, mais des trous que l'on creuse et rebouche à coup de millions d'euros, ça s'appelle un gaspillage d'argent public.

En attendant, les daims du parc ont la 5G et l'assainissement, tandis que les habitants des communes associées devront mettre la main à la poche pour se raccorder au réseau !

ÉLECTRICITÉ, LES PRIX EXPLOSENT

C'est la mauvaise surprise de la rentrée. Les "clients" de l'électricité ont reçu début août leur facture de régularisation, et la note est parfois plus que salée !

La hausse de 25% passe très mal. Les prélèvements mensuels et les régularisations deviennent insupportables pour beaucoup d'entre nous.

C'est pire encore pour certains des 12 millions de clients des fournisseurs alternatifs comme l'italien Eni. Ses clients ont reçu des factures de régularisation astronomiques, parfois de plusieurs milliers d'euros. Mais la mobilisation vient de payer. Les dirigeants d'Eni France ont reconnu des *factures erronées* pour les clients ayant renouvelé leurs contrats au second semestre 2022, notamment parce que le bouclier tarifaire n'avait pas été appliqué. Eni va donc déboursier 50 millions d'euros pour rembourser ses 100 000 clients lésés.

L'action collective ça paye encore et toujours !

Mais ENI n'est pas le seul à gruger ses clients. Le Médiateur de l'énergie constate que *"Les hausses sans précédent des prix de l'énergie ont été souvent répercutées par certains fournisseurs de façon peu transparente, voire incompréhensible ou trompeuse, occasionnant une forte augmentation de ce type de litige"*.

Il pointe aussi des fournisseurs comme Ohm Énergie, Mint Energie, Mega Energie et Wekiwi... Cette inflation énergétique est en grande partie liée à l'ouverture à la concurrence, à la dérégulation du prix de l'énergie.

Un seul remède, la (re)nationalisation, pour revenir à un tarif réglementé de vente d'électricité établi à partir des coûts de production de l'opérateur national et non à partir de prix spéculatifs des marchés.

L'électricité est un besoin de première nécessité, un bien essentiel pour tous !

MARIE-ROSE PATELLI

> L'évènement

EXPO D'OCTOBRE

Avec le graphiste Gérard Paris-Clavel



RÊVE GÉNÉRALE

Flyer autocollant de Gérard Paris-Clavel

PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

MAIL : TÉLÉPHONE :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Téléphone 06 79 61 00 78

RETOURNER : SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT 24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC - 52000 CHAUMONT